

**CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
RELATIVE A L'ANALYSE DU MARCHE DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL
SUR LES RESEAUX MOBILES**

CONTRIBUTION DE NEUF CEGETEL

Boulogne Billancourt, le 16 Avril 2007

L'Autorité sollicite l'avis du secteur par l'intermédiaire d'une consultation publique concernant le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles.

Neuf cegetel, en tant qu'opérateur de transit majeur en métropole est interconnecté avec l'ensemble des opérateurs métropolitains a prévu cette année d'acheminer plus de ¹ de minutes à destination des trois opérateurs mobiles métropolitains.

Ce trafic reste marginal par rapport à l'ensemble du volume identifié par l'Autorité dans son analyse, pour trois raisons principales : France Télécom est encore dominant sur le marché des communications fixes et notamment des communications fixes vers mobiles, les plus gros opérateurs fixes nationaux ont développé leur propre interconnexion avec les opérateurs mobiles, et le système de facturation de la TA mobile entre opérateurs mobiles, issu du Bill & Keep, est neutre dans la comptabilité d'un transitaire comme neuf cegetel, en effet, cette prestation est facturée en étoile, alors que la terminaison d'appel fixe est facturée en cascade (c'est l'opérateur de transit qui paie la TA et fait payer à l'opérateur de départ la TA et son transit).

Toutefois ce sujet, au vu du tarif unitaire, est loin d'être marginal dans les comptes de neuf cegetel, puisque l'achat de terminaison d'appel mobile pèse pour près de ² d'euros, soit ³ l'achat de terminaison vers France Télécom.

La prestation de terminaison d'appel est un élément essentiel autant du marché de détail mobile que du marché de gros d'acheminement, c'est pourquoi neuf cegetel est très attentif à l'ensemble des obligations que propose l'ARCEP sur ce marché et est notamment favorable au maintien d'une régulation sur une période supplémentaire d'au moins trois ans.

En particulier, dans la mesure où son niveau tarifaire a un impact structurant sur l'économie globale d'un opérateur généraliste, il nous apparaît nécessaire de maintenir un contrôle tarifaire sur le prix de la terminaison d'appel vers chacun des réseaux mobiles.

En parallèle, la régulation doit s'attacher à organiser, de façon transparente, non discriminatoire et économiquement efficace :

- L'accès à des ressources spécifiques
- La mise en place d'une séparation comptable et d'une comptabilisation des coûts

Obligation de non-discrimination

Concernant la non discrimination le principe de puissance significative de chaque opérateur sur leur boucle locale est acquis, que ce soit pour la boucle locale fixe, ou pour la boucle locale mobile, et ne saurait donc être remis en question. Au-delà, néanmoins, nous souhaitons souligner la particularité du groupe France Télécom/Orange France, dont l'intégration verticale rend nécessaire de garantir que lignes de produits internes et les prestations comparables commercialisées auprès des acteurs internes s'inscrivent dans des conditions économiques et opérationnelles comparables.

¹ information soumise au secret des affaires

² information soumise au secret des affaires

³ information soumise au secret des affaires

Ce principe doit être décliné dans tous les aspects d'une prestation : modalités d'accès aux informations préalables, aux ressources physiques, engagements de qualité de service, dimensionnement des ressources opérationnelles, allocation des ressources humaines...

Nous invitons l'Autorité à imposer l'obligation de non discrimination de façon générique sur l'ensemble des prestations de gros associées à la prestation de terminaison d'appel, principales et connexes, et de l'assortir de moyens de contrôle efficaces.

Obligation de transparence

Concernant la transparence, nous souhaitons rappeler que dans la mesure où les opérateurs fixes sont économiquement dépendants des offres de gros des opérateurs mobiles il est nécessaire qu'ils disposent de visibilité sur les informations techniques et tarifaires indispensables à l'élaboration de leurs plans d'affaires et de leurs décisions d'investissements.

Ces informations doivent être communiquées avec un préavis suffisant et selon une périodicité compatible avec l'exercice de leur activité.

Nous invitons l'Autorité à imposer cette obligation en imposant la publication préalable d'une série minimale d'informations à caractère technique, comptable ou tarifaire ainsi que la publication d'offres de référence décrivant les modalités de fourniture de la prestation de terminaison d'appel et prestations associées.

La proportionnalité proposée par l'ARCEP sur l'obligation de transparence nous semble à cet effet justifiée.

Nous souhaitons souligner que des améliorations pourraient encore être apportées aux offres de référence :

- Délais de livraison

Les éléments de qualité de service et notamment les délais doivent être prévisibles, garantis et raisonnables dans leur durée, et ne sauraient être supérieurs à 4 mois, que ce soit pour les BPN ou la colocalisation. Ils doivent également être contraignants (aujourd'hui ils ne sont qu'indicatifs) et comme c'est le cas désormais pour les offres de référence de France Télécom, être assortis de pénalités incitatives au respect de l'engagement.

En conséquence, il nous apparaît que les éléments de qualité de service, et a minima le délai de livraison doit être prévisible, garanti, assorti de pénalités et raisonnable dans sa durée, et ne saurait être supérieur à 4 mois, que ce soit pour les BPN ou la colocalisation.

- Mutualisation des trafics entrants/sortants et des numéros spéciaux

Il serait techniquement et économiquement cohérent que les BPN déployés en interconnexion directe par un opérateur fixe puissent également lui permettre de collecter en retour le trafic sortant de l'opérateur mobile vers ses numéros et en particulier vers ses numéros spéciaux. Cette mesure permettrait de rendre le système symétrique entre opérateurs mobiles et fixes, et d'optimiser le remplissage des BPN. En effet, les volumes de trafic de terminaison d'appel sont faibles chez les opérateurs alternatifs, et toute mesure qui permet d'améliorer le remplissage des ressources permet d'optimiser l'interconnexion..

Nous sommes d'une manière générale favorables à toute initiative qui permettrait d'augmenter les volumes sur cette interconnexion.

De plus, ces offres de référence doivent être communiquées suffisamment à l'avance pour donner aux opérateurs utilisateurs un cadre stable et la visibilité nécessaires à la gestion de cette partie structurante de leur activité.

Enfin, la publication d'une offre de référence ne doit évidemment pas être exclusive du droit négocier des conditions plus adaptées à ces besoins lorsque les conditions de l'offre ne le permettent pas.

Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

Sur le caractère raisonnable

Toute demande qui ne porte pas atteinte à l'intégrité au réseau et ne se heurte pas à une infaisabilité technique nous apparaît raisonnable. C'est d'ailleurs le standard généralement retenu par les textes réglementaires, communautaires ou nationaux, dans le domaine du fixe. Il n'y a aucune raison objective d'être différenciant sur ce sujet en matière de mobile

En corollaire, il nous apparaît qu'en cas de refus d'une demande d'accès par l'opérateur désigné puissant, il appartient à ce dernier d'apporter la preuve de l'atteinte au réseau ou de l'infaisabilité technique.

De même, toute prestation déjà mise en œuvre pour une ligne de produit interne, une filiale ou un tiers doit être présumée raisonnable. A cet effet, et en liaison avec l'obligation de transparence, nous recommandons une obligation de communication des conventions et/ou accords signées par l'opérateur puissant et portant sur la mise en œuvre des prestations de gros. Ces conventions doivent être accessibles dans des délais courts aux tiers intéressés qui en font la demande, là encore à l'instar de ce qui a été fait avec succès dans l'univers du fixe.

Sur la portée de l'obligation de faire droit aux demandes d'accès

L'accès, tel qu'entendu par l'Autorité dans sa consultation porte sur la terminaison et prestations associées telles que la colocalisation et l'établissement de faisceau ou BPN.

L'accès doit s'entendre de la fourniture des prestations suivantes:

- Fourniture de prestations de terminaison d'appel
- Fourniture des prestations connexes

Les prestations connexes permettent l'accès aux sites de l'opérateur mobile au nombre desquelles doivent figurer la fourniture d'une offre de colocalisation physique afin d'accéder au site de l'opérateur désigné puissant en installant ses équipements de transmission directement dans les locaux de cet opérateur. Ces équipements colocalisés doivent pouvoir être mutualisés librement sur l'ensemble du trafic de l'opérateur transitant par ce site, quelle que soit sa nature. Ils doivent pouvoir par ailleurs être utilisés pour acheminer le trafic d'autre opérateur (prestations de collecte pour compte de tiers)

Sur l'ensemble des ces prestations nous préconisons le maintien des obligations faites aujourd'hui aux opérateurs mobiles métropolitains dans le cadre de l'interconnexion dans leur forme et leur périmètre.

Au-delà, Il nous semble que d'autres prestations d'accès, (accès physique ou virtuel aux équipements d'intelligence de réseau et prestations associées à la portabilité) mériteraient également de faire l'objet d'une régulation : notamment pour les premières afin de permettre à tout opérateur qu'il soit mno ou mvno d'identifier la localisation de l'appelé, et pour les secondes une fois le process opérationnel mis en place, prévoir des indicateurs de qualité de service pour garantir le fonctionnement de prestations qui seraient placées rapidement sous le feu des projecteurs si elles venaient à dysfonctionner.

Séparation comptable et comptabilisation des coûts

La séparation comptable est un pré-requis à toute liberté tarifaire d'autant plus lorsque que l'entreprise désignée puissante sur un ou plusieurs marchés est intégrée verticalement, Aujourd'hui, l'économie globale des offres commercialisées auprès des grands comptes reste peu lisible, et le prix des services de détail de terminaison mobile reste largement inférieur aux coûts faciaux d'une minute d'interconnexion.

La mise en œuvre d'une séparation comptable aiderait à vérifier que les offres faites notamment à ce segment de marché sont effectivement loyales et non discriminatoires, et ne bénéficient d'aucune subvention croisée.

Contrôle des tarifs et évaluation des coûts

Afin de garantir l'efficacité économique des prestations de gros proposées au secteur, et de donner les bons signaux, l'Autorité doit s'assurer que le tarif de terminaison d'appel reflète des coûts efficaces, qu'il repose sur les bons inducteurs de coûts, qu'il ne crée par de barrière à l'entrée et n'a pas d'effet d'éviction.

Obligation de refléter les coûts correspondants

L'ARCEP doit s'attacher à contrôler la pertinence des coûts entrant dans la fixation du tarif dans le double souci d'une part de promouvoir l'efficacité économique et d'autre part, permettre à l'opérateur mobile régulé de recouvrer ses coûts pour continuer à entretenir et développer ces réseaux.

Ainsi pour la promotion de l'efficacité économique l'Autorité a jusqu'à présent fait le choix de la création de valeur pour la collectivité, en favorisant l'investissement dans l'infrastructure, dès lors qu'un tel investissement était économiquement possible.

Nous croyons à la convergence à terme des réseaux fixes et mobiles, ce qui induit sans doute la convergence des terminaisons d'appel sans pouvoir précisément préciser à ce stade quand se situe «ce terme». En revanche, et pendant cette période, il serait rationnel que l'assiette des coûts pertinents soit similaires quelque soit le réseau, fixe ou mobile, considéré.

Par ailleurs, et en tant que mvno nous attirons l'attention de l'Autorité sur le fait que le niveau tarifaire de la TA ne doit pas permettre au mno des pratiques qui ne seraient pas répliquables par les mvno (typiquement la subvention du terminal)

Tarifs de terminaison d'appel

Le tarif de ces prestations doit refléter les coûts correspondants afin de prévenir toute fixation de tarif excessif. Au-delà, l'Autorité doit veiller au respect des principes suivants :

- Cohérence de la méthode de modélisation avec celle retenue pour l'opérateur fixe historique ayant une obligation d'orientation vers les coûts.
- Cohérence sur le périmètre de coûts pertinents entre les réseaux de manière à encourager l'essor d'offres convergentes (prévenir de possibles pratiques anticoncurrentielles comme la subvention croisée)
- Mutualisation des éléments de réseau. Ceux-ci sont souvent utilisés par plusieurs prestations, de gros et de détail. Leur coût doit donc être mutualisé entre ces différents usages à hauteur des volumes de trafic considérés.

Neuf cegetel prend bonne note de la volonté de l'Autorité de préciser l'obligation tarifaire dans une consultation ultérieure et réserve en conséquence ses observations sur le sujet à cette consultation.

Tarif des prestations connexes

Les prestations connexes sont indispensables à l'exécution des prestations précédentes et doivent être également encadrées pour garantir qu'ils n'ont pas d'effet d'éviction, ou privent d'effet utile le contrôle tarifaire sur les prestations précédentes.

Par ailleurs il nous semble nécessaire de contrôler les modalités de facturation de ces prestations afin de s'assurer que :

- les tarifs rémunèrent les seules ressources utilisées,

- le paiement s'effectue à l'acte
- la granularité est raisonnable, reliée aux besoins constatés,
- le respect des délais de livraison n'est pas conditionné à des exigences de prévisions irréalistes

Modalités du contrôle tarifaire

Neuf cegetel souscrit à l'analyse de l'Autorité quant à la nécessité d'avoir une visibilité suffisante sur les prestations de gros de chaque opérateur mobile et considère en ce sens que les délais définis par la décision 05-0571 pour France Télécom sont applicables de la même façon aux opérateurs mobiles.

Conclusion des obligations minimales à imposer aux opérateurs mobiles sur les marchés de gros :

- Obligation de non discrimination
- Obligation de transparence, dont publication d'une offre de référence
- Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion,
- Obligation de séparation comptable,
- Obligation de se soumettre à un contrôle tarifaire

Toutefois, il nous semble, à l'instar de l'Autorité, nécessaire de proportionner les obligations en fonction de la part de marché géographique et de la date d'entrée sur le marché de chacun des acteurs.

Neuf cegetel, aussi bien en tant qu'opérateur fixe, acheteur de la prestation de terminaison d'appel des opérateurs mobiles qu'en tant que MVNO, est en accord avec l'analyse de marché conduite par l'ARCEP, et est favorable aux mécanismes de régulation que celle-ci souhaite mettre en œuvre, notamment sur le caractère proportionné des obligations.